



Article professionnel

Article

1998

Accepted version

Public access

This is an author manuscript post-peer-reviewing (accepted version) of the original publication. The layout of the published version may differ .

Chaque société a l'école qu'elle mérite (et réciproquement). De Vichy, du
maréchal Pétain et de l'École Républicaine

Maulini, Olivier

How to cite

MAULINI, Olivier. Chaque société a l'école qu'elle mérite (et réciproquement). De Vichy, du maréchal Pétain et de l'École Républicaine. In: Educateur, 1998, n° 1, p. 28–29.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:35541>

© This document is protected by copyright. Please refer to copyright holder(s) for terms of use.

Last deposit update in Archive ouverte UNIGE on 14.03.2023 22:06

Chaque société a l'école qu'elle mérite (et réciproquement)¹ De Vichy, du Maréchal Pétain et de l'Ecole Républicaine

Olivier Maulini

Université de Genève

Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation ²

1997

Chaque société a l'école qu'elle mérite. Et réciproquement, peut-être. Au moment où la France juge Papon en même temps qu'elle fait acte de contrition, au moment où les banques suisses (re)découvrent les millions de " cacahouètes " confisquées aux victimes de la Shoah, un livre vient nous rappeler que l'Ecole peut elle aussi subir les coups de boutoir du totalitarisme. Dans " Vichy et l'école (1940-1944) ", l'historien Rémy Handourtzet nous raconte la vie des instituteurs français et de leurs élèves sous le régime de Pétain. Un moment d'histoire qui n'est pas sans intérêt pour comprendre l'école d'aujourd'hui.

Les enseignants sont les mieux placés pour le savoir : on demande à l'école beaucoup plus qu'elle ne peut donner. La Confédération est menacée de scission ? Introduisons l'allemand dans les petites classes. Les jeunes générations ont perdu leurs repères ? Enseignons-leur la religion. Le village global est pour demain ? Branchons chaque écolier sur Internet. La malbouffe menace ? Initions les jeunes palais aux délices du clafoutis. Les supporters ne se respectent plus, les adolescents ne lisent plus, les brevets ne se déposent plus, les citoyens ne votent plus, les gens ne se parlent plus... mais qu'attend donc l'école pour réformer l'enseignement du sport, de la lecture, des sciences, de l'éducation civique ? La déferlante des attentes est inépuisable. Pas un jour sans que le " courrier des lecteurs " de tel ou tel quotidien ne donne la parole à un citoyen en colère : si les choses ne sont plus ce qu'elles étaient – et si elles ne sont pas ce qu'elles devraient être - c'est sans doute la faute à l'école. Vieux procès s'il en est. Vieux procès dont peuvent témoigner d'historiques précédents.

Exemple : l'été 1940. Le désastre s'est abattu sur la France. Que fait alors la République ? Elle se tourne vers son passé. Pour préparer la " revanche ", pour provoquer le " redressement " dont la Nation a un urgent besoin, elle s'adresse au vieux Maréchal Pétain, héros d'hier, traître de demain. Et que fait le Maréchal ? Au plus fort de la débandade, au moment où des millions de Français sont jetés sur les routes ou envoyés en Allemagne, que met-il à l'ordre du jour du Conseil des Ministres du 4 juillet 1940 ? Le ravitaillement ? La santé publique ? Non. La réforme de l'enseignement.

¹ Article publié dans *l'Educateur*, 1-1998, 28-29.

² Coordonnées de l'auteur: Université de Genève, Section des sciences de l'éducation. 9, route de Drize, CH-1227 Carouge. Tél: (41-22) 705'98'46. Fax: (41-22) 705'98'28. E-mail: maulini@fapse.unige.ch

Pédagogique débâcle ?

C'est une histoire à la fois rocambolesque et tragique que nous raconte Rémy Handourtzell dans son livre "Vichy et l'école, 1940-1944". Une histoire qui commence bien avant l'invasion nazie. Une histoire dont l'essentiel se résume en trois postulats :

1. La défaite est consommée. C'est un fait inéluctable et incontestable.
2. Qui en est responsable ? Les instituteurs, évidemment. Ces socialistes, ces pacifistes, ces défaitistes. Réfractaires à la chose militaire, ils n'ont pas su mobiliser leurs élèves, leur transmettre *l'esprit du sacrifice et du patriotisme*.
3. Si la France veut sortir de l'ornière, si elle veut redresser la tête, il lui faut commencer *l'épuration* à la racine : en *domestiquant* les enseignants, en les déplaçant, les suspendant, les révoquant.

Pétain s'en prendra plus tard aux juifs, aux communistes, aux francs-maçons. Mais dans l'immédiat, *sur les fumeroles de la défaite*, c'est aux instituteurs de la République qu'il attribue la responsabilité de la débâcle. Si la France est déconfite, c'est que le corps enseignant a failli. Et si le corps enseignant a failli, il doit être sanctionné et, surtout, "régénéré". Le gouvernement s'attaquera donc à l'institution scolaire et, en amont, à la formation des instituteurs. Il supprimera les Ecoles normales, afin de mieux *anéantir les bases de la laïcité militante* (Combes, 1997). Au passage, le régime va faire de "l'école nationale" l'instrument privilégié de sa propagande : Pétain lancera des appels radiophoniques depuis les salles de classe, il s'adressera personnellement aux écoliers, il fustigera le caractère *pernicieux et subversif de la culture encyclopédique*, il vantera les mérites *des connaissances concrètes, du travail manuel, du dessin et du sport*, il généralisera les exercices para-militaires et le culte de la personnalité. "Maréchal, nous voilà", entonneront chaque matin les jeunes Français de zone libre en saluant leur drapeau.

Résistance passive, résistance active

Comment les enseignants réagissent-ils à cette mise au pas ? Selon Handourtzell, la plupart adoptent une attitude *attentiste*, une forme de *résistance passive* qui suffit à réduire l'ambition pétainiste à néant. D'une part, le régime de Vichy se trouve dans l'impossibilité matérielle de contrôler les 132.000 instituteurs français. D'autre part, il a trop besoin d'eux pour assumer l'encadrement des millions de petits Français malmenés par les combats, l'insécurité, le dénuement, la malnutrition.

Certains maîtres feront plus, beaucoup plus que de l'obstruction. Dans leur lycée lyonnais, Lucie Aubrac et ses collègues boycotteront une exposition antisémite destinée aux élèves. Un premier pas vers la Résistance active. Beaucoup feront acte de courage et de profonde humanité en dénonçant la barbarie, au nom même de l'idéal pédagogique qui les anime. Une lettre au Maréchal, écrite par un vieil instituteur, mérite d'être largement citée :

Le 30 août 1942

Monsieur le Maréchal,

Je ne suis qu'un vieil instituteur de soixante-dix-neuf ans. J'ai éduqué quatre générations de petits paysans français. J'étais de la vieille école. J'ai toujours enseigné à aimer la France et les principes qui ont fait sa force et sa grandeur. Je ne me suis jamais révolté et je me suis toujours incliné devant les décisions de mes chefs. J'ai eu toujours pour eux de l'admiration et du respect. Mais aujourd'hui du fond de mon petit village où je goûtais en paix une retraite que je crois méritée, je monte vers vous, Monsieur le Maréchal, comme une conscience droite et révoltée et je viens vous crier ma déception, ma tristesse et mon dégoût.

J'ai toujours enseigné qu'une vertu traditionnelle de notre race – et la plus appréciée de l'étranger – c'était l'hospitalité. Hospitalité basée sur la générosité française et sur le respect de l'individu. Et aujourd'hui j'ai assisté à des scènes que mes pauvres yeux ne pouvaient croire. Des juifs ! oui, des juifs – et je n'avais jamais eu pour eux beaucoup de sympathie, Monsieur le Maréchal – ont été tiré sauvagement de chez eux, traînés hurlant dans les rues, comme des chiens, comme des bandits, par des gendarmes dont tous n'étaient pas compréhensifs mais dont certains avaient honte de la tâche ignoble imposée. Encore s'il s'était agi de ces gros banquiers juifs magnats de la finance et du commerce et que l'on nous dit responsables de la guerre actuelle. Mais non, c'était des tailleurs, cordonniers, petits ouvriers et commerçants venus confiants vers la terre hospitalière française. Depuis leur venue, personne ne s'était plaint d'eux. Ils se faisaient oublier, s'estimant trop heureux d'avoir échappé à la barbarie tudesque. Et ce matin dans l'aube fraîche, on arrache les filles à leur mère, les enfants à leurs parents, on sépare les ménages unis – on tranche dans la chair vivante.

Non, Monsieur le Maréchal, j'ai serré les poings, le rouge de la colère est monté à mon vieux visage, pour la première fois de ma vie j'ai eu honte d'être français. Encore si nous avions l'excuse d'être sous la férule allemande ! Mais on nous a dit que nous sommes en zone libre, que notre gouvernement prend ses décisions dans une pleine indépendance, que le mot " français " garde son sens et sa valeur !

Cruelle déception de mes vieux jours ! Quoi ? est-ce là l'aboutissement de toute l'éducation que nous avons dispensée ? de toute nos leçons de morale ? quoi tout donc est perdu même l'honneur ? Est-ce là penser et agir français ? C'en est trop ! Nous avons bu le calice jusqu'à la lie, la lie de l'infâme et de la lâcheté. Dieu ne peut laisser ces crimes impunis. Je sens monter la marée purificatrice qui risque de balayer tous les responsables de pareilles vilenies.

On sait que la marée viendra. Et qu'elle rétablira bientôt l'école dans sa légitimité républicaine. Une question, cependant, reste posée : l'école est-elle condamnée à reproduire la société, ou a-t-elle vocation à la transformer ? Autrement dit, les enseignants peuvent-ils contribuer à éradiquer l'obscurantisme et la férocité ? Peuvent-ils ou ne peuvent-ils pas " éduquer contre Auschwitz " (Forges, 1997) ou contre Vichy ?

Solidarité, coopération, etc., etc.

Une menace pèse en permanence sur les idéaux républicains : leur momification. A force d'en célébrer les louanges, d'en embaumer le débat pédagogique, on risque d'en faire l'alibi de tous les conservatismes. A quoi bon invoquer les nobles ambitions de la loi sur l'instruction publique (" affermir le sens des responsabilités, la faculté de discernement et l'indépendance de jugement ", " développer le respect d'autrui, l'esprit de solidarité et de coopération ", " tendre à corriger les inégalités de chance de réussite scolaire ", etc.) si les pratiques quotidiennes préparent l'inverse ? Soyons précis et prenons un exemple : faut-il ou ne faut-il pas " copier " en classe ? Qui croire dans cette affaire ? Les héritiers de Célestin Freinet, instituteur subversif, qui militent pour le travail collectif, l'échange d'idées, le " co-pillage " ? Ou le Maréchal Pétain qui, un jour d'octobre 1941, s'adressa aux écoliers français pour dénoncer *la déloyauté en classe* :

Je suis attristé en pensant que certains d'entre vous ne résistent pas à la tentation et qu'ils copient ou qu'ils trichent pour gagner quelques points. C'est une faute et je veux qu'elle cesse.

Comment prépare-t-on les enfants “ à la solidarité et à la coopération ” ? En leur assénant des cours de morale et d'éducation civique ponctués d'interrogations écrites, de bonnes et de mauvaises notes, de classements, de filtres à sanctifier les “ élus ” et à sanctionner les “ vaincus ” ? Ou en les impliquant dans des projets et des apprentissages collectifs, dans des situations où chacun apprend de l'autre et apprend à l'autre ? Le livre de Handourtzetel démontre une évidence : chaque société invente une école à son image. Mais aux pédagogues, il pose une question : comment enseigner les enfants d'aujourd'hui afin qu'ils ne deviennent pas les collaborateurs ou les dictateurs de demain ?

Références :

Combes, Jean (1997). *Histoire de l'école primaire élémentaire en France*. Paris, PUF (Que sais-je ?).

Forges, Jean-François (1997). *Eduquer conter Auschwitz. Histoire et mémoire*. Paris, ESF.

Handourtzetel, Rémy (1997). *Vichy et l'école (1940-1944)*. Paris, Noësis.